



TITRE DU SUJET :
**Intégration de la modalité « Transfert Monétaire ou coupons » dans
la nouvelle stratégie d'assistance humanitaire et de relance
économique en zone d'urgence : cas d'assistance du Programme
Alimentaire Mondial (PAM) en République Centrafricaine.**

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU
MASTER : EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES
ET DES ORGANISATION
OPTION : MANAGEMENT STRATEGIQUE ET OPERATIONNEL**

Présenté et soutenu publiquement le [Date] par

Issaka NAYACHE

Travaux dirigés par : Madame Diadje Fatouma
Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Jury d'évaluation du stage :

Président : Prénom NOM

Membres et correcteurs : Prénom NOM
Prénom NOM
Prénom NOM

Promotion : 2017/2018

REMERCIEMENTS/ DEDICACES

Ce mémoire de fin d'études à l'Institut International d'Ingénierie (2IE) nous donne l'heureuse occasion d'exprimer notre reconnaissance envers tous ceux qui, de près ou de loin, nous ont apporté leur soutien.

Nous tenons aussi à remercier du fond l'ensemble du personnel d'encadrement ainsi que les enseignants de 2IE pour la formation de qualité et suivi, Notre Directeur de mémoire, pour sa constante disponibilité, sa patience, pour ses conseils à travers son encadrement pendant toute la durée de notre formation et la réalisation de notre mémoire ;

A tout le personnel du Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour leur soutien et les informations fournies ;

Nous rendons enfin hommage à notre entourage immédiat, à savoir nos enfants, notre épouse Madame Roumanatou Daouda Salao, pour sa compréhension, son soutien moral et aussi à tous ceux qui nous ont apporté leurs soutiens dans l'élaboration de ce mémoire.

RESUME

Le présent mémoire portera sur l'étude d'une nouvelle approche stratégique d'assistance humanitaire mise en place par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en vue de relancer l'économie dans des pays en situation d'urgence, dont nous avons pris le cas de la République Centrafricaine qui traverse depuis décembre 2013 un conflit.

Ainsi, cette aide est fournie par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), dans le cadre des activités d'assistance aux personnes vulnérables. Cette étude démontrera si cette aide a contribué à relancer l'économie dans ce pays déchiré par la guerre.

Ce document s'articule autour de trois chapitres. Le premier traite du cadre théorique de l'étude ; le deuxième de la présentation du champ d'étude et le troisième est consacré à la présentation et interprétation des résultats. Enfin, une conclusion générale mettra un terme à cette étude ainsi que des recommandations

Mots Clés :

- 1 – Impact**
- 2 - Stratégie**
- 3 – Assistance Humanitaire**
- 4 - Economie**
- 5 – modalité de Transfert Monétaire**

ABSTRACT

up to 250 words

Key words :

- 1 -**
- 2 -**
- 3 -**
- 4 -**
- 5 –**

LISTE DES ABREVIATIONS

CBT : Programme de Transfer Monétaire

EFSA : Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

IDH: Indice de Développement Humain

ISDH : Indicateur Sexo-spécifique de Développement Humain

MEPCI : Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

OCHA : Office of Coordination Humanitarian Agency

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme Alimentaire Mondial

RCPCA : Relèvement et Consolidation de la Paix en Centrafrique

RCA : République Centrafricaine

TVA : Taxe sur Valeur Ajoutée

USD : Dollar des Etats-Unis d'Amérique

SOMMAIRE

<i>I. Introduction</i>	4
<i>II. Hypothèse de travail et/ou Objectifs du travail</i>	8
<i>III. Matériels et Méthodes</i>	15
<i>IV. Résultats</i>	26
<i>V. Discussion et Analyses</i>	28
<i>VI. Recommandations</i>	30
<i>VII. Conclusions et Perspectives</i>	29
<i>VIII. Bibliographie</i>	32
<i>IX. Annexes</i>	34

LISTE DES TABLEAUX

N°	TITRES	PAGES
TABLEAUX		
1	Productions vivrières de la RCA de 2012 à 2015 en tonnes	24
2	Importations alimentaires de la RCA de 2012 à 2015 en millions de FCFA	25
3	Répartition des commerçants par zone d'intervention CBT en RCA	25
4	Evolution des 54 commerçant de neuf marchés de Bangui et ceux non contractant par le PAM	26
5		

LISTE DES FIGURES

N°	TITRES	PAGES
FIGURES		
1	Modèles de distribution en argent	13
2	Modèles de distribution en bons	14

I. Introduction

Située en plein centre de l'Afrique, la République Centrafricaine aussi appelée la Centrafrique, est un pays d'Afrique Centrale entouré par le Cameroun à l'ouest, le Tchad au nord, le Soudan et le Sud-Soudan à l'Est et la République Démocratique et du Congo au sud.

La République Centrafricaine, un pays enclavé tant sur le plan intérieur qu'extérieur, est l'un des pays les plus pauvres au monde.

C'est un pays en voie de développement avec une superficie d'environ 623 000 km² avec une population estimée à 4.9 millions d'habitants, il a vu son classement selon l'Indice de Développement Humain (IDH) se détériorer et est 185ème sur 187 pays en 2014.

La République centrafricaine demeure un pays fragile. Meurtrie par plusieurs années de conflit dont l'impact perdure, elle doit faire face à des défis tant structurels que conjoncturels. Après trois décennies marquées par une instabilité sociopolitique et des coups d'états à répétition, la République Centrafricaine connaît un nouveau conflit interne depuis fin 2012 qui a mené à la prise de pouvoir d'une coalition de forces armées « Séléka » en mars 2013. Elle a été suivie d'actes de violence et de pillages qui ont engendré des représailles par les groupes d'auto-défense « anti-balaka » et entraîné des conflits intercommunautaires. La RCA a été le théâtre de combats qui ont placé la population civile en première ligne. De graves violations de droits humains, des affrontements, des atrocités la destruction et le vol de grande ampleur des biens et moyens d'existence des populations ont été commis dans une grande impunité.

La mise en place de forces internationales d'interposition et la nomination d'une nouvelle résidente de transition en janvier 2014 ont contribué à éviter le pire dans la ville de Bangui, dans un contexte où la violence intercommunautaire s'est transformée en criminalité endémique. A l'intérieur du pays, des heurts violents continuent dans les zones de contact entre les groupes rebelles qui se sont retirés de la capitale et les milices d'auto-défense mais également avec les forces internationales de la MINUSCA (Mission multisectorielle Intégrée pour la Stabilisation en République centrafricaine) et SANGARIS (opération militaire française) qui prennent positions dans différentes zones du territoire.

Selon les évaluations récentes sur le besoin humanitaire 2018 conduit par OCHA, en Centrafrique, plus de 2,5¹ millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire. A cela s'ajoute les évaluations sur la sécurité alimentaire (Emergency Food Security Assessment – EFSA d'octobre 2013) en Centrafrique, près de 80 pour cent des ménages avaient subi au moins un choc. Les préfectures de l'Ouham et l'Ouham-Pendé avaient été les plus affectées par les violences.

Les organisations humanitaires existent depuis des années et continuent à assister la population vulnérable malgré les conditions du travail très difficile voir à haut risque. Cette assistance permet de sauver les vies, soulager les souffrances de la population et garder la dignité humaine.

Depuis fin 2012, la République Centrafricaine (RCA) cherche désespérément à sortir d'une crise sécuritaire et humanitaire qui a eu des conséquences très désastreuses

- Sur l'économie du pays, ayant détruit le secteur agricole et provoqué une crise de l'insécurité alimentaire, et
- Sur le plan social, ayant effondré le tissu social avec ses corollaires de déplacements forcés des populations, de refuges et de rupture des relations intercommunautaires.

Il faut aussi noter les récents conflits en République Centrafricaine (RCA), en 2013 entre les groupes armés à dominant musulman (Ex-Seleka) et l'autre groupe à dominante chrétienne (Anti-Balaka), la population est prise en boucle avec un besoin d'assistance humanitaire très élevé, l'économie ne marche pas.

En dépit de l'amélioration de la situation sécuritaire avec le nouveau président élu et la présence de la mission onusienne, entre autres, il y a encore des éléments armés qui continuent à perturber la vie et les moyens d'existence de la population. Un acte de violence peut déclencher une série d'incidents dans un endroit calme comme fut le cas en fin septembre 2015 à Bangui. Selon l'OCHA, le nombre de déplacés internés (PDI) dans le pays était estimé à 420 000 personnes au mois de mars 2016.

Un nombre de plus en plus croissant de réfugiés Sud Soudanais, fuyant les combats cherchent refuge en République Centrafricaine depuis le début de l'année 2016.

Tout comme les autres agences des nations unies et organisation non Gouvernementales (ONG), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a répondu présent pour l'assistance alimentaire qui est l'une de sa mission fondamentale.

¹ <https://www.humanitarianresponse.info>

Ainsi, avant sa mise en œuvre par le PAM, plusieurs missions d'évaluations ont été faites. Parmi ces missions, deux (2) missions effectuées au cours de l'année 2014 :

- ✓ le bureau régional a effectué une mission initiale en avril 2014 recommandant la mise en œuvre d'activité CBT en RCA.
- ✓ une seconde mission effectuée du 10 septembre au 11 octobre 2014 a opérationnalisé sur base des facteurs suivants pour l'utilisation effective de CBT en RCA : coût-efficacité et efficience, capacité des partenaires, évaluation macro du secteur financier, fonctionnalité des marchés et priorités du gouvernement de transition. Sur cette base le coupon papier en valeur a été recommandé comme modalité de transfert dans des zones spécifiques. L'objectif global de la mission a permis de cadrer la mise en œuvre des activités CBT en RCA.

Sur cette base le bureau RCA a commencé son premier pilote à Yaloké en mars 2015 avec le partenaire World Vision en ciblant un total de 550 bénéficiaires (soit 110 familles). La population ciblée dans ce cas précis sont des déplacés. La valeur du bon initial était de 5 000 FCFA, et un total de 5 bons remis par ménage sur base d'une famille de taille moyenne de 5.

Le bureau pays a étendu les activités de CBT dans la ville de Bangui avec début des transferts en Septembre 2015 avec les partenaires coopérant : ACF, ACTED, OXFAM, World Vision. La population ciblée totalisait un total de 54,400 bénéficiaires (9,400 ménages).

La population ciblée dans la ville de Bangui comprend les ménages pauvres en insécurité alimentaire sévère, les déplacés et les retournés sur base des critères suivants :

- ménage pauvre disposant d'une source de revenu précaire (journalier, vente de bois de chauffe, mendicité, etc..) - priorité aux ménages avec un revenu mensuel inférieur à 15 000 FCFA ;
- ménage dirigé par une femme, avec un taux de dépendance élevé (> 50%) –membres de moins de 15 ans et de plus de 60 ans/total des membres ;
- ménage avec un chef de ménage souffrant d'une maladie chronique avec des dépenses lourdes par rapport à la maladie ;
- ménage retourné n'ayant pas été assisté dans le cadre du programme de retour ;
- ménage retourné qui a reçu l'assistance du PAM avant le 1er Juillet 2015.

Pour toutes les activités de CBT (Yaloké, Bangui, Zemio, Kaga Bandoro), la valeur du transfert par bénéficiaire a été calculée sur base d'enquêtes de prix menées sur les marchés et sur base de la ration alimentaire standard 2,190 Kcal/Personne/jour, composée de 400g de céréales, de 60g de légumineuses, de 20g d'huile et de 5g de sel.

Ce mécanisme d'assistance consiste à distribuer du cash ou des Bons/coupons aux personnes vulnérables afin qu'ils puissent échanger/acheter contre la nourriture de leur besoin avec les commerçants contractant du PAM. Ainsi, cette modalité a généralement un double avantage :

- ✓ permettre de relancer l'économie du pays ;
- ✓ permettre aux personnes assistées, le choix répondant à leur besoin

Ainsi, la nouvelle stratégie d'assistance à travers le transfert monétaire a-t-elle contribué à l'attente des objectifs du PAM en République Centrafricain ?

Celle-ci a-t-il contribué la relance économique dans le pays ?

Cette aide a-t-elle permis au PAM de réduire les coûts liés à la logistique ?

II. HYPOTHESE DE TRAVAIL ET/OU OBJECTIFS DU TRAVAIL

Les organisations humanitaires existent depuis des années et continuent à assister la population vulnérable malgré les conditions du travail très difficile voir à haut risque. Cette assistance permet de sauver les vies, soulager les souffrances de la population et garder la dignité humaine.

En République Centrafricaine (RCA), depuis le début du conflit en 2013 entre les groupes armés à dominant musulman (Ex-Seleka) et l'autre groupe à dominante chrétienne (Anti-Balaka), la population est prise en boucle avec un besoins d'assistance humanitaire très élevé, l'économie ne marche pas.

Tout comme les autres agences des nations unies et organisation non Gouvernementales (ONG), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a répondu présent pour l'assistance alimentaire qui est l'une de sa mission fondamentale.

Dans le cadre de son assistance, le PAM a innové ce mécanisme d'assistance à travers le de Transfert monétaire ou coupons en 2014 en Centrafrique. Ce mécanisme consiste à distribuer du cash ou des coupons aux personnes vulnérables afin qu'ils puissent échanger/acheter contre la nourriture de leur besoin. Ainsi, le mécanisme a généralement un double avantage :

- permettre de relancer l'économie du pays,
- permettre aux personnes assistées le choix répondant à leur besoin

Ainsi, la nouvelle stratégie d'assistance à travers le transfert monétaire a-t-elle contribué à l'attente des objectifs du PAM en République Centrafricain ?

Celle-ci a contribué la relance économique dans le pays ?

Cette aide a-t-elle permis au PAM de réduire les coûts liés à la logistique ?

L'objectif général de notre travail est d'évaluer l'impact de cette nouvelle innovation pour l'assistance du Programme Alimentaire Mondial (PAM) sur la population assistée et les opportunités sur l'économie d'un pays en situation d'urgence qui est la Centrafrique.

Ainsi, les objectifs spécifiques sont escomptés pour ce travail sont les suivants :

- ✓ faire une étude corrélative entre l'assistance et la relance de l'économie,
- ✓ analyser les nouveaux changements sur la population assistée,
- ✓ analyser l'opportunité que cette nouvelle méthode d'assistance apportera en RCA

Définition des concepts

Les définitions des concepts nous permettent de mieux cerner notre thème de l'étude. Dans les paragraphes qui suivent, les différentes composantes et définitions des différents concepts seront abordées.

➤ **Projet**

Plusieurs définitions sont données sur le concept projet.

Selon Manuel BRIDIER et Serge MICHAÏLOF (1987) «un projet c'est un ensemble complet d'activités et d'opérations qui consomment des ressources limitées (telles que main d'œuvre, devises, etc.) et dont on attend (un certains individus, groupes ou classes sociales ou la collectivité entière) des revenus, ou autres avantages monétaires ou non monétaires².

MM. B. CHADENET et John A. KIG définissent un projet comme suit : «un projet est un ensemble optimal d'actions à caractère d'investissement fondé sur une planification sectorielle globale et cohérente grâce auquel une combinaison définie de ressources humaines et matérielles engendre un développement économique et social d'une valeur déterminée.... »

Retenons qu'un projet est un ensemble d'activités menées avec des ressources limitées, utilisées de façon coordonnées dans le temps afin de répondre aux besoins d'une population cible.

➤ **Cycle de vie d'un projet**

Tous les projets se caractérisent par un cycle de vie qui prend naissance dans l'émergence d'un désir ou d'un besoin d'un demandeur et qui, si tout va bien, se termine après la livraison à ce demandeur d'un produit/service perçu comme satisfaisant ce besoin.

Ce cycle de vie est généralement présenté comme étant constitué de plusieurs phases qui sont:

L'identification : L'identification consiste à tenter de trouver des projets qui doivent contribuer à l'effort de développement du pays mais qui seront aussi autant que possible, rentables financièrement et économiquement. Dans cette phase, la demande est clarifiée, les objectifs précisés et le projet globalement identifié en termes de produit/service à livrer, de contraintes à respecter et de stratégie de réalisation.

La préparation : La préparation consiste à concevoir le projet dans toutes ses composantes et de permettre à l'analyste de monter une analyse de fiabilité. Elle consiste en un ensemble

² Guide pratique d'analyse de projets, Manuel BRIDIER et Serge MICHAÏLOF, p51

d'analyses permettant de justifier la viabilité commerciale, technique et financière du projet d'une part et de montrer que compte tenu des circonstances, le projet constitue la meilleure solution au problème que l'on cherche à résoudre d'autre part.

L'appréciation ou évaluation ex-ante : Cette troisième phase est la plus critique au niveau de la planification : elle dépend évidemment de la qualité du travail effectué dans les deux premières étapes mais c'est ici que l'analyste (et plus tard le décideur) devra poser un jugement nécessairement qualitatif sur les objectifs visés par le projet et la viabilité même du projet. On reprendra alors les mêmes éléments que dans la phase de préparation et il s'agira alors en fonction de divers critères que l'on établira de poser un jugement sur chaque élément, de faire une analyse de risque pour ce qui est de cet élément, et de poser un jugement global sur le projet.

La Négociation et approbation : Elles ont pour objet la mise au point d'un accord entre l'Emprunteur et la Banque définissant de façon précise le projet convenu et les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs. Cet accord indique les fournitures, travaux et services qui seront financés par la Banque et les méthodes qui seront suivies pour la passation des marchés, et comprend des clauses relatives à diverses questions, comme le niveau des recettes, les modifications organisationnelles, le suivi du projet, l'achat de terrains, et tous autres points méritant une attention spéciale. C'est à ce stade que l'Emprunteur et la Banque définissent en détail les modalités de décaissement des fonds du prêt/crédit. Au terme des négociations, la direction de la Banque soumet le prêt/crédit envisagé à l'approbation de ses Administrateurs, en leur remettant un rapport sur l'opération proposée, accompagné de tous les autres documents nécessaires. Aucun retrait ne peut être effectué avant que l'Emprunteur ait rempli les conditions d'entrée en vigueur et que le prêt ait été déclaré effectif par la Banque.

L'exécution et supervision : Lorsque le prêt/crédit est entré en vigueur, il appartient à l'Emprunteur d'exécuter le projet, mais la Banque tient à assurer que l'opération est réalisée dans des conditions satisfaisantes et favorables à l'accomplissement des objectifs qui ont motivé le prêt/crédit. L'Emprunteur soumet périodiquement des rapports sur l'avancement du projet et la Banque, quant à elle, envoie régulièrement des missions de supervision chargées de suivre les résultats obtenus et notamment de vérifier que les fonds sont dépensés comme convenu.

L'évaluation finale: L'objectif de l'évaluation est de vérifier l'efficacité dans l'atteinte des objectifs et l'efficience dans l'utilisation des ressources. On peut aussi tenter de juger si les objectifs étaient valables et réalisables. L'important est de faire une analyse des forces et

faiblesses internes au projet, en tenant compte des situations qui étaient hors de contrôle du gestionnaire du projet afin de pouvoir tirer les leçons utiles pour d'autres projets du même type ou pour faire des propositions d'investissement liées à ce projet initial. L'évaluation porte sur les mêmes aspects que ceux envisagés dans les étapes de préparation et d'appréciation.

➤ **Programme**

C'est un ensemble organisé d'activités, de projets, de processus ou de services visant des objectifs spécifiques.

C'est une intervention limitée dans le temps, similaire à un projet, mais qui embrasse de nombreux secteurs, thèmes ou zones géographiques, et utilise une approche multidisciplinaire qui fait intervenir de multiples institutions. Il est parfois soutenu par plusieurs sources de financement.

➤ **Les différents types d'évaluation**

L'évaluation peut être réalisée de manière interne au projet par ceux qui sont directement concernés par l'exécution du projet ou par des personnes totalement indépendantes.

On distingue quatre (4) types d'évaluation :

✚ **L'évaluation ex-ante** consiste à réexaminer à fond tous les aspects du projet. Cette tâche est souvent dévolue aux institutions de financement dans le cadre des projets qu'elles financent. L'évaluation couvre les aspects techniques, institutionnels, économiques, financiers, sociaux ainsi que l'impact sur l'environnement.

- L'évaluation technique permet de s'assurer que le projet a été correctement conçu et qu'il respecte les normes en vigueur dans le domaine. La disponibilité des matières premières, de personnel qualifié, le dimensionnement des installations et leur emplacement, le choix de la technologie à utiliser, le délai d'exécution sont réexaminés avec une attention soutenue.
- L'évaluation institutionnelle permet d'identifier la capacité de l'agence d'exécution à mettre en œuvre le projet de manière efficace. Il faut aussi évaluer le contexte institutionnel dans lequel le projet va évoluer et déterminer dans quelles sont les mesures à prendre pour combler les lacunes éventuelles.
- L'aspect financier concerne plusieurs fonctions. L'une d'elles consiste à s'assurer que l'enveloppe financière prévue aux fins du projet sera suffisante pour couvrir toutes les dépenses. Il convient aussi d'identifier les répercussions éventuelles sur les finances publiques du projet de développement.

- L'évaluation économique porte sur l'impact du projet, sur le secteur de l'économie en termes de production, de revenus, de consommation, de finances publiques, de balance des paiements etc....

Au cours de ces évaluations, on contrôle des estimations ayant servi de base aux analyses de coûts – avantages ou coûts- efficacité des différentes options qui se présentent pour la réalisation du projet compte tenu des objectifs de développement du pays. Les analyses de sensibilité et de risques permettent de connaître les paramètres importants pour la réussite du projet.

Les difficultés possibles à l'exécution du projet liées aux contextes socioculturels doivent être analysées. Les activités ayant des incidences sur l'environnement font l'objet d'une évaluation. Celle-ci doit faire ressortir les avantages visibles et les effets néfastes du projet sur l'environnement dans lequel il s'insère.

Des mesures pour atténuer les effets négatifs sont proposées à l'issue de l'évaluation Cette étape fournit les informations nécessaires à celle de la négociation avec le bailleur de fonds qui constitue l'étape de prise de décision de l'exécution du projet.

- ✚ **Evaluation en cours d'exécution** : L'évaluation en cours d'exécution est un aspect essentiel du système d'information de gestion et elle est entreprise par intermittence pendant la mise en œuvre du projet. Elle peut être effectuée entièrement par le personnel du projet (évaluation interne ou auto-évaluation) ou par des spécialistes extérieurs. L'évaluation en cours d'exécution s'appuie principalement sur les données et les informations recueillies pendant le suivi.
- ✚ **Evaluation terminale** : L'évaluation terminale est entreprise à la fin ou vers la fin de la vie du projet pour en déterminer la pertinence, l'efficacité, l'efficacé et l'impact probable. Elle est généralement effectuée par une équipe d'évaluation extérieure au projet. Elle sert à examiner les résultats du projet (comme l'évaluation en cours), mais aussi à fournir une base pour les décisions à prendre dans les actions futures. On se fonde souvent sur les résultats et les recommandations de l'évaluation terminale quand on envisage de prolonger le projet, d'en modifier la conception ou d'utiliser des ressources nouvelles. Elle peut également servir pour améliorer d'autres projets semblables.
- ✚ **Evaluation à posteriori ou ex-post** : L'évaluation a posteriori ou l'évaluation ex post qui a lieu après l'achèvement du projet est plus approfondie que les autres. Elle sert à étudier l'impact du projet. Elle doit analyser de manière approfondie les produits et les

effets pour pouvoir estimer l'impact réel ou potentiel du projet, ce qui ne peut pas réaliser directement. Il est indispensable d'établir a priori des indicateurs de l'impact.

L'évaluation ex-post fournit des informations en retour utiles pour l'avenir dans les domaines suivants : politique, conception, cadre institutionnel, stratégie de mise en œuvre et rôle joué par des facteurs complémentaires (hypothèses) dans la génération des effets et de l'impact, notamment :

- pertinence des objectifs en fonction des besoins et des priorités du secteur ;
- validité de la conception du projet par rapport aux objectifs ;
- justesse des hypothèses de base ;
- gestion et cadre institutionnel de la mise en œuvre et du suivi ;
- validité de la stratégie et les modalités de mise en œuvre ;
- aspects essentiels à respecter pour la conception de futurs projets et les écueils à éviter.

L'évaluation a posteriori est une opération lourde, longue et coûteuse qui requiert les services de personnel spécialisé. Elle ne sera entreprise que pour des projets dont les enseignements devraient avoir une large application.

Programme de transfert Monétaire : Par modalité de transfert, on entend la façon dont l'assistance est transférée aux bénéficiaires ciblés. Au PAM, il peut s'agir de produits alimentaires en nature, de bons et/ou d'espèces.

Figure 1: Modèles de distribution en argent

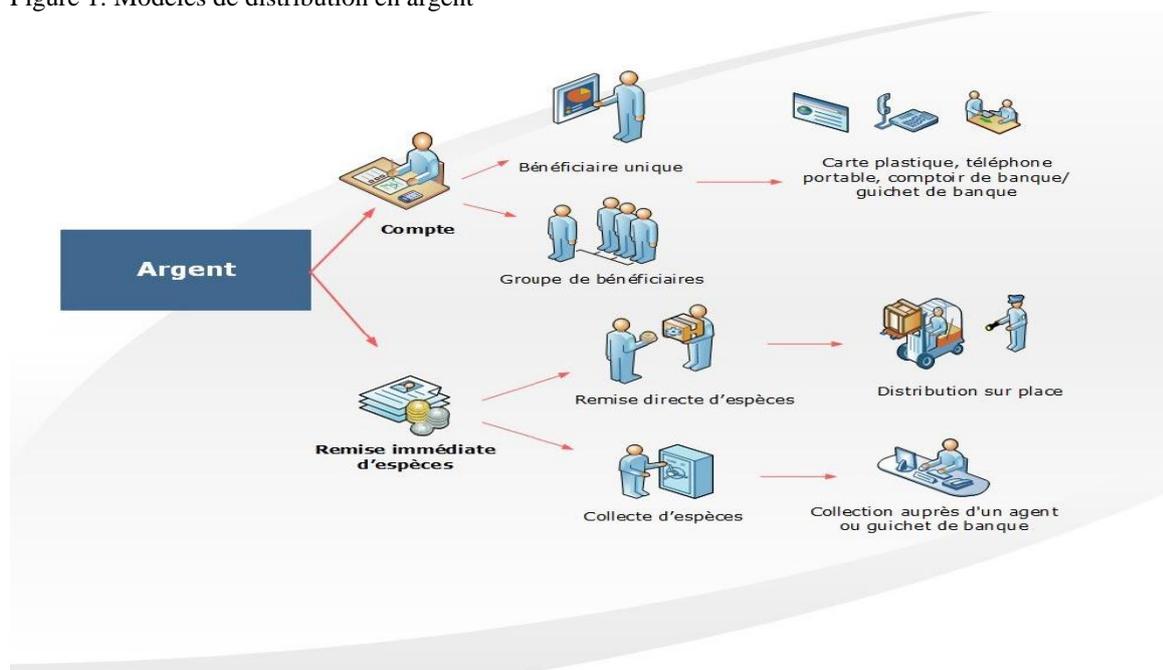
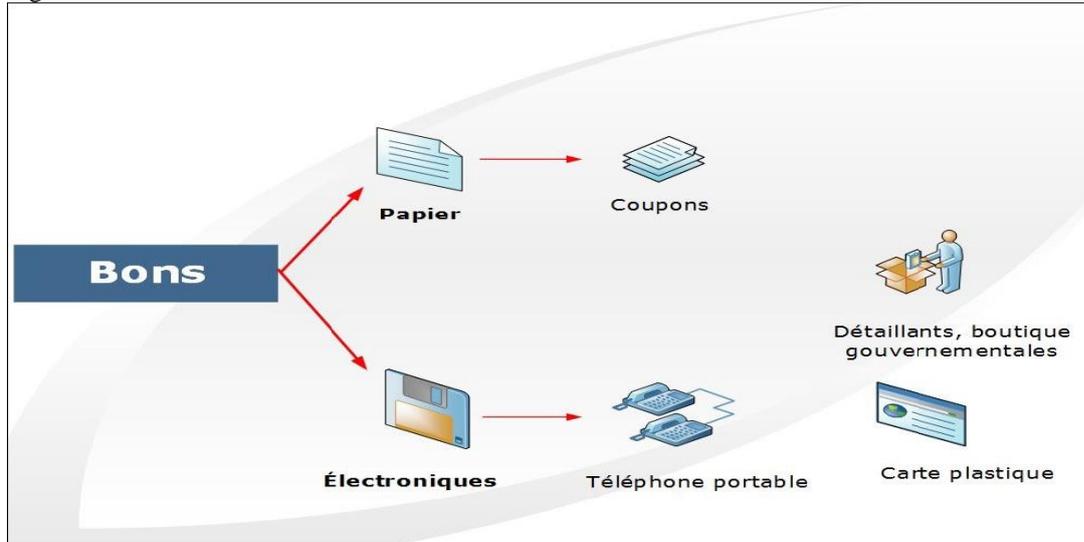


Figure 2 : Modèles de distribution en bons



Calcul du montant du transfert : La valeur des articles non-alimentaires distribués actuellement constitue uniquement un repère dans le calcul du montant du transfert. Le cas où le design du programme prévoit l'existence d'un stand avec des articles non-alimentaires actuellement distribués est une exception.

Hypothèses

A ce niveau, les hypothèses de recherche suivantes ont été formulées opérationnalisées.

Hypothèse 1 : L'adoption de la nouvelle stratégie d'assistance a permis l'attente des objectifs du PAM en RCA. Ainsi, chaque bénéficiaire a accès aux produits locaux et de son choix.

Hypothèse 2 : Ce type d'assistance a nettement contribué à relancer l'économie dans le pays.

Hypothèse 3 : Ce choix pour le PAM est efficace car il permet la réduction du coût logistique et la réponse à temps.

III. MATERIELS ET METHODES

Pour atteindre l'objectif ci-dessus, l'approche méthodologique est basée sur les revues documentaires et les consultations locales, ainsi nous procéderons à une étude d'échantillonnage sur les distributions dans la ville Bangui en République Centrafricain pour assister 35000 bénéficiaires suite à cette modalité d'assistance avec 65 commerçants centrafricains. Nous allons nous approcher de ces derniers pour mener une analyse avant et après l'arrivée de cette approche.

Ensuite une collecte des données auprès des bénéficiaires et commerçants.

La démarche méthodologique combine aussi bien la revue documentaire, la consultation des acteurs à la base, des personnes ressources etc. basées essentiellement sur l'approche thématique. Cette démarche a consisté en :

- l'implication des parties prenantes au processus par la mise en place du Comité technique et du Comité consultatif, cadres de consultations périodiques des parties prenantes ;
- l'élaboration de la méthodologie de collecte et d'analyse des données, puis la préparation d'un plan de travail pour finaliser cet exercice ;
- la recherche documentaire et la collecte de données à travers des rencontres avec des personnes ressources et des institutions nationales et internationales, et les consultations à la base ;
- des interviews auprès des différents acteurs pour comprendre leur changement constaté ;
- la rédaction d'une ébauche de rapport, notamment l'analyse des données recueillies, la synthèse des rapports sectoriels et la recherche conjointe de stratégies appropriées par la priorisation, l'identification d'axes stratégiques pertinents et les recommandations pratiques.

Analyse de la situation

Contexte Géographique

La RCA est un pays enclavé de l'Afrique centrale, s'étendant sur une superficie de près de 623.000 Km². Les pays frontaliers sont le Tchad au Nord, le Congo et la République Démocratique du Congo au Sud, le Cameroun à l'Ouest, le Soudan et le Soudan du Sud à l'Est. Elle se caractérise par une grande diversité climatique, allant d'une zone soudano-sahélienne à l'extrême nord à une zone guinéenne-forestière au sud en passant par une zone

soudano-guinéenne au nord et une zone oubanguienne dans la partie centrale d'après l'Atlas de la RCA de 2006. Il en a résulté une grande diversité agro-écologique, du Nord au Sud, favorable aux activités agropastorales.

Contexte sociodémographique

En 2015, la population centrafricaine était estimée à 5.391.539 habitants avec une croissance démographique de 2,14% par an et une densité de 8,65 habitants au km² (PopulationDataNet, 2015).

La population centrafricaine est marquée par un faible potentiel démographique à croissance lente. En 1921, elle était estimée à 606.644 habitants. Cet effectif de la population donné par les autorités coloniales de l'Oubangui-Chari était estimatif jusqu'à l'indépendance. D'après le dernier recensement de 2003, l'effectif de la population centrafricaine a atteint 3.895.139 habitants contre 2.688.426 habitants en 1988 et 2.067.268 habitants en 1975. L'accroissement démographique était plus rapide au cours de la période de 1988 à 2003 qu'entre 1975 et 1988 (taux d'accroissement annuel moyen de 2,5% contre 1,96 %). Cette dynamique démographique se lit aussi dans les densités respectives de la population : 3,4 hab./km² en 1975, 4,3 hab./km² en 1988 et 6,3 hab./km² en 2003 (MEPCI, 2003)

La démographie du pays est caractérisée par la faiblesse des effectifs de la population par rapport à l'étendue du territoire, son inégale répartition géographique et un rythme d'accroissement démographique en décalage par rapport à la croissance économique. Il faut cependant relever que l'accroissement rapide de la population est relatif et varie dans l'espace. Dans certaines zones (comme l'Est), la population est presque stagnante. Le peuplement devient de moins en moins dense quand on s'éloigne de Bangui en direction de l'Est. Cette situation est liée à la fois à des causes historiques (razzias), politiques (déséquilibre dans l'aménagement du territoire) et conjoncturelles (crises sécuritaires). La comparaison des cartes de densité de la population entre 1988 et 2003, montre que les zones plus densément peuplées en 2003 sont les mêmes qu'en 1988 (MEPCI, 2003).

La pyramide des âges révèle que la population est très jeune : 49,4% des habitants sont âgés de moins de 18 ans, dont 50,1% de garçons et 49,9% de filles ; 38% des hommes et des femmes ont entre 20 ans et 49 ans et 4% sont âgés de 60 ans et plus (MEPCI, 2003). Les deux groupes extrêmes de la population, les plus jeunes et les plus âgés, présentent des profils de problèmes sociaux liés à leurs catégories d'âge qui engendrent d'importants besoins à couvrir notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'emploi, etc. En

outre, la nature patriarcale de la société centrafricaine, la prédominance des unions libres, la polygamie, le mariage précoce et les règles coutumières privilégiant l'homme en matière d'héritage exercent une forte influence sur les relations entre hommes et femmes et soutiennent la situation défavorisée de la femme.

La population active regroupant les personnes de 15 à 49 ans représente environ 76% de la population totale (MEPCI, 2003). Cette forte proportion de la population active est à la fois source d'opportunités et de risques. Elle pourrait offrir la capacité nécessaire à la croissance et à la réduction de la pauvreté si cette population est en bonne santé et bien formée.

En moyenne, les ménages sont composés de 4,6 personnes, et on observe un taux important de ménages monoparentaux féminins (21,8%). Les ménages dont le chef est une femme sont parmi les plus pauvres. 62% des Centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté (259.256 FCFA en 2008). Les emplois sont à très faible productivité : 64% de la population exercent dans la petite agriculture extensive, et 26% dans le secteur informel urbain (MEPCI, 2011).

Contexte politique

La RCA sort progressivement de la crise la plus profonde, la plus complexe et la plus violente de son histoire, avec des conséquences graves sur le plan humanitaire dans le domaine des violations des droits humains, après les bouleversements et troubles auxquels a donné lieu le renversement du Gouvernement le 24 mars 2013. En 2014, les autorités de transition ont lancé un processus de réconciliation nationale. Plusieurs mois de larges consultations ont abouti à l'organisation du « Forum National de Bangui » en mai 2015 et au cours duquel ont été définies les priorités du pays en matière de consolidation de la paix, ouvrant ainsi la voie à la tenue des élections présidentielles et législatives pour le retour à l'ordre constitutionnel.

En février 2016, le Président Faustin Archange TOUADERA a été élu au second tour, au terme d'élections pacifiques et crédibles. Son investiture le 30 mars 2016, ainsi que la tenue des élections législatives, ont officiellement mis fin à près de trois années de transition politique. Le rétablissement et la mise en place progressifs des institutions démocratiques ont fait naître le grand espoir que le pays pourra enfin rompre avec le cycle de fragilité et de crises qui prévaut depuis des décennies. Mais les défis auxquels la RCA se trouve confrontée sont considérables et urgents, après plus de deux années d'affrontements armés continus et plusieurs décennies de mauvaise gouvernance. L'Etat a perdu le contrôle d'une grande partie de son territoire. Les groupes armés se sont scindés en d'innombrables factions rebelles incontrôlées, multipliant les activités criminelles et les violences sur les femmes et les filles.

Les hostilités intercommunautaires se sont apaisées, notamment dans les zones géographiques délaissées par les membres des minorités qui sont à présent des réfugiés ou personnes déplacées internes.

Cependant les tensions interconfessionnelles restent vives dans certaines régions et sont entretenues par une minorité d'individus mal intentionnés. Les fractures sociétales profondes peuvent aisément fragiliser les efforts de relèvement, comme cela fut le cas dans le passé. En outre, la possession, la circulation et le trafic généralisé d'armes résultant des conflits et les tensions récurrentes ainsi que l'instabilité de l'ensemble de la région, constituent un obstacle important au retour durable à la paix et au relèvement. L'Etat, qui s'est quasiment effondré pendant la crise, ne dispose ni de la capacité ni des ressources nécessaires pour relever simultanément autant de défis (RCPCA, 2016).

Contexte macroéconomique

La RCA fait partie des pays les plus pauvres du monde. Sa situation socioéconomique se traduit par une forte incidence de la pauvreté avec de faibles niveaux d'indicateurs économiques et sociaux. La crise politico-militaire déclenchée fin 2012 a conduit à son effondrement économique alors qu'elle avait cependant enregistré une croissance économique faible mais stable entre 2004 et 2012 résultant d'une gestion macroéconomique saine et de l'avancement des réformes structurelles.

Le pays est classé dernier sur 187 selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2016 et 153^{ème} sur 177 pays selon l'Indicateur Sexo-spécifique de Développement humain (ISDH) (PNUD, 2016). Par ailleurs, en termes de pauvreté, le taux qui était de 62% en 2008 est estimé à 70% en 2015 ; elle touche plus de personnes en milieu rural notamment les petits producteurs agricoles et les artisans³. En outre, en milieu rural, 84,6% des ménages dirigés par des femmes sont pauvres, contre 74% des ménages dirigés par des hommes (Banque mondiale, 2011b).

La RCA a atteint le point d'achèvement de l'Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE) pour l'allègement de la dette en 2009 et l'encours de la dette a baissé, passant de 80% à 35% du Produit intérieur brut (PIB) de 2008 à 2012. Ces progrès ont été inversés par la crise, avec une chute de 37% du PIB enregistré en 2013. En 2014, le Revenu national brut par habitant, soit 600 USD, était le plus faible du monde, équivalent à son niveau de 1990. Les finances publiques du pays ont connu une crise aiguë : les recettes intérieures ne représentaient plus

³Rapport final du suivi des OMD en RCA, 2015.

que 6% du PIB en moyenne pendant la transition, par rapport à 11,5% du PIB en 2012. L'encours de la dette a augmenté, atteignant un peu plus de 50% du PIB en 2014, les arriérés intérieurs s'étant rapidement accrus, passant d'environ 40 millions USD en 2013 à 290 millions USD en 2014. Ceci a miné la faible capacité de l'Etat à fournir les services de base. Le paiement des salaires et des pensions de retraite de la fonction publique a été suspendu pendant la majeure partie de 2013 (RCPCA, 2016).

Avec l'assistance technique de plusieurs partenaires, la RCA a marginalement stabilisé sa situation macroéconomique et mieux géré ses finances publiques. L'encours total de la dette a baissé en 2015, atteignant 48,5% du PIB. Le déficit primaire intérieur (sans les dons) a baissé à 3% du PIB, grâce à la hausse des recettes intérieures et au contrôle rigoureux des dépenses primaires. Le Gouvernement a renforcé les contrôles des taxes sur les quantités (accise) et des droits de douane, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits pétroliers et étroitement surveillé les exonérations fiscales.

La crise a gravement touché les principaux secteurs productifs notamment l'agriculture, les industries extractives et les exportations de bois. L'agriculture est la principale activité économique du pays avec une contribution de 45% au PIB⁴, 70% de la population recourant aux cultures vivrières pour subvenir à ses besoins avec 81% et 67% de la main-d'œuvre respectivement pour les femmes et les hommes. Cependant, les pratiques agricoles encore rudimentaires (culture manuelle), la faible superficie cultivée (en moyenne 0,5 ha/exploitant agricole), l'utilisation de semences très peu performantes, l'absence de traitement phytosanitaire... ont énormément contribué à la faiblesse de la production agricole. Par ailleurs, dans certaines parties du pays l'insécurité limite l'accès aux champs. Les hommes sont plus en risque d'être tués ou enrôlés de force par les groupes armés quand ils sont dans les champs, tandis que les femmes sont particulièrement en risque de violences sexuelles. La destruction des biens, les pillages ainsi que l'insécurité généralisée et les déplacements de population, ont fait baisser la production agricole de 58% en 2014. L'exil des commerçants, des marchands et des vendeurs en gros a réduit l'approvisionnement en marchandises et en intrants utilisés dans les activités génératrices de revenus, donnant lieu à une flambée générale des prix. En 2014, 96% des agriculteurs ont déclaré ne pas pouvoir obtenir des semences. Le cheptel est passé de 5,2 millions à environ 4 millions pendant la même période, à cause de l'exil forcé des éleveurs du gros bétail dans les pays voisins (RCPCA, 2016).

⁴Note de conjoncture économique du Comité monétaire et financier national de la RCA, décembre 2016.

La détérioration du climat des affaires s'est traduite par une chute des investissements directs étrangers, qui sont passés de 71 millions USD en 2012 à 1,8 millions USD en 2013, l'insécurité et l'instabilité ayant brouillé le climat général des investissements. Le secteur privé a enregistré des pertes considérables, conduisant à une réduction des activités de 30% en moyenne, mais atteignant 40% dans l'Est du pays (RCPCA, 2016).

L'insécurité a aussi touché les industries extractives. Les factions armées et les groupes rebelles ayant pris le contrôle de presque toutes les mines de diamant, le Gouvernement n'a plus été en mesure de confirmer que les diamants exportés ne servaient pas à financer un conflit armé. En conséquence, le pays a fait l'objet d'une suspension temporaire du Processus de Certification de Kimberley en 2013. Les exportations légales enregistrées par ce Processus ont chuté. Cette suspension a eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance de la population et a conduit à une intensification du trafic de diamants, finançant les activités des groupes armés. Les exportations de bois, représentant environ la moitié des exportations du pays et 10% des recettes publiques avant la crise, ont aussi baissé pendant le conflit (de près de 20% entre 2013 et 2015). Cette baisse est la conséquence de la destruction des structures de production, de la dégradation des infrastructures et de l'insécurité qui règne sur la route principale reliant Bangui au port de Douala au Cameroun, la voie principale de passage des transits extérieurs. Ceci a eu un effet négatif sur les 4.000 emplois directs et 6.000 emplois indirects que fournissait le secteur (RCPCA, 2016).

Contexte Politique

La RCA sort progressivement de la crise la plus profonde, la plus complexe et la plus violente de son histoire, avec des conséquences graves sur le plan humanitaire dans le domaine des violations des droits humains, après les bouleversements et troubles auxquels a donné lieu le renversement du Gouvernement le 24 mars 2013. En 2014, les autorités de transition ont lancé un processus de réconciliation nationale. Plusieurs mois de larges consultations ont abouti à l'organisation du « Forum National de Bangui » en mai 2015 et au cours duquel ont été définies les priorités du pays en matière de consolidation de la paix, ouvrant ainsi la voie à la tenue des élections présidentielles et législatives pour le retour à l'ordre constitutionnel.

En février 2016, le Président Faustin Archange TOUADERA a été élu au second tour, au terme d'élections pacifiques et crédibles. Son investiture le 30 mars 2016, ainsi que la tenue des élections législatives, ont officiellement mis fin à près de trois années de transition politique. Le rétablissement et la mise en place progressifs des institutions démocratiques ont fait naître le grand espoir que le pays pourra enfin rompre avec le cycle de fragilité et de crises

qui prévaut depuis des décennies. Mais les défis auxquels la RCA se trouve confrontée sont considérables et urgents, après plus de deux années d'affrontements armés continus et plusieurs décennies de mauvaise gouvernance. L'Etat a perdu le contrôle d'une grande partie de son territoire. Les groupes armés se sont scindés en d'innombrables factions rebelles incontrôlées, multipliant les activités criminelles et les violences sur les femmes et les filles. Les hostilités intercommunautaires se sont apaisées, notamment dans les zones géographiques délaissées par les membres des minorités qui sont à présent des réfugiés ou personnes déplacées internes.

Contexte macroéconomique

La RCA fait partie des pays les plus pauvres du monde. Sa situation socioéconomique se traduit par une forte incidence de la pauvreté avec de faibles niveaux d'indicateurs économiques et sociaux. La crise politico-militaire déclenchée fin 2012 a conduit à son effondrement économique alors qu'elle avait cependant enregistré une croissance économique faible mais stable entre 2004 et 2012 résultant d'une gestion macroéconomique saine et de l'avancement des réformes structurelles.

Le pays est classé dernier sur 187 selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2016 et 153^{ème} sur 177 pays selon l'Indicateur Sexo-spécifique de Développement humain (ISDH) (PNUD, 2016). Par ailleurs, en termes de pauvreté, le taux qui était de 62% en 2008 est estimé à 70% en 2015 ; elle touche plus de personnes en milieu rural notamment les petits producteurs agricoles et les artisans⁵. En outre, en milieu rural, 84,6% des ménages dirigés par des femmes sont pauvres, contre 74% des ménages dirigés par des hommes (Banque mondiale, 2011b).

La RCA a atteint le point d'achèvement de l'Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE) pour l'allègement de la dette en 2009 et l'encours de la dette a baissé, passant de 80% à 35% du Produit intérieur brut (PIB) de 2008 à 2012. Ces progrès ont été inversés par la crise, avec une chute de 37% du PIB enregistré en 2013. En 2014, le Revenu national brut par habitant, soit 600 USD, était le plus faible du monde, équivalent à son niveau de 1990. Les finances publiques du pays ont connu une crise aiguë : les recettes intérieures ne représentaient plus que 6% du PIB en moyenne pendant la transition, par rapport à 11,5% du PIB en 2012. L'encours de la dette a augmenté, atteignant un peu plus de 50% du PIB en 2014, les arriérés intérieurs s'étant rapidement accrus, passant d'environ 40 millions USD en 2013 à 290

⁵Rapport final du suivi des OMD en RCA, 2015.

millions USD en 2014. Ceci a miné la faible capacité de l'Etat à fournir les services de base. Le paiement des salaires et des pensions de retraite de la fonction publique a été suspendu pendant la majeure partie de 2013 (RCPCA, 2016).

Avec l'assistance technique de plusieurs partenaires, la RCA a marginalement stabilisé sa situation macroéconomique et mieux géré ses finances publiques. L'encours total de la dette a baissé en 2015, atteignant 48,5% du PIB. Le déficit primaire intérieur (sans les dons) a baissé à 3% du PIB, grâce à la hausse des recettes intérieures et au contrôle rigoureux des dépenses primaires. Le Gouvernement a renforcé les contrôles des taxes sur les quantités (accise) et des droits de douane, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits pétroliers et étroitement surveillé les exonérations fiscales.

La crise a gravement touché les principaux secteurs productifs notamment l'agriculture, les industries extractives et les exportations de bois. L'agriculture est la principale activité économique du pays avec une contribution de 45% au PIB⁶, 70% de la population recourant aux cultures vivrières pour subvenir à ses besoins avec 81% et 67% de la main-d'œuvre respectivement pour les femmes et les hommes. Cependant, les pratiques agricoles encore rudimentaires (culture manuelle), la faible superficie cultivée (en moyenne 0,5 ha/exploitant agricole), l'utilisation de semences très peu performantes, l'absence de traitement phytosanitaire... ont énormément contribué à la faiblesse de la production agricole. Par ailleurs, dans certaines parties du pays l'insécurité limite l'accès aux champs. Les hommes sont plus en risque d'être tués ou enrôlés de force par les groupes armés quand ils sont dans les champs, tandis que les femmes sont particulièrement en risque de violences sexuelles. La destruction des biens, les pillages ainsi que l'insécurité généralisée et les déplacements de population, ont fait baisser la production agricole de 58% en 2014. L'exil des commerçants, des marchands et des vendeurs en gros a réduit l'approvisionnement en marchandises et en intrants utilisés dans les activités génératrices de revenus, donnant lieu à une flambée générale des prix. En 2014, 96% des agriculteurs ont déclaré ne pas pouvoir obtenir des semences. Le cheptel est passé de 5,2 millions à environ 4 millions pendant la même période, à cause de l'exil forcé des éleveurs du gros bétail dans les pays voisins (RCPCA, 2016).

La détérioration du climat des affaires s'est traduite par une chute des investissements directs étrangers, qui sont passés de 71 millions USD en 2012 à 1,8 millions USD en 2013, l'insécurité et l'instabilité ayant brouillé le climat général des investissements. Le secteur

⁶Note de conjoncture économique du Comité monétaire et financier national de la RCA, décembre 2016.

privé a enregistré des pertes considérables, conduisant à une réduction des activités de 30% en moyenne, mais atteignant 40% dans l'Est du pays (RCPCA, 2016).

L'insécurité a aussi touché les industries extractives. Les factions armées et les groupes rebelles ayant pris le contrôle de presque toutes les mines de diamant, le Gouvernement n'a plus été en mesure de confirmer que les diamants exportés ne servaient pas à financer un conflit armé. En conséquence, le pays a fait l'objet d'une suspension temporaire du Processus de Certification de Kimberley en 2013. Les exportations légales enregistrées par ce Processus ont chuté. Cette suspension a eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance de la population et a conduit à une intensification du trafic de diamants, finançant les activités des groupes armés. Les exportations de bois, représentant environ la moitié des exportations du pays et 10% des recettes publiques avant la crise, ont aussi baissé pendant le conflit (de près de 20% entre 2013 et 2015). Cette baisse est la conséquence de la destruction des structures de production, de la dégradation des infrastructures et de l'insécurité qui règne sur la route principale reliant Bangui au port de Douala au Cameroun, la voie principale de passage des transits extérieurs. Ceci a eu un effet négatif sur les 4.000 emplois directs et 6.000 emplois indirects que fournissait le secteur (RCPCA, 2016).

Analyse de la situation de la sécurité alimentaire

Selon le rapport de l'indice de la faim en Afrique 2016 publié par le NEPAD, la RCA est le pays qui connaît le niveau de famine le plus élevé dans le monde. Le pays enregistre un indice de 46,1 points, un score néanmoins en baisse par rapport aux 48 points de l'année 2008. Il connaît de graves insécurités alimentaires localisées, entraînées par des récoltes précoces déficitaires, de mauvaises récoltes, un faible niveau de stocks alimentaires, la persistance des prix élevés, la crise politico-militaire, des tensions et une situation d'insécurité limitant l'accès aux travaux agricoles et à des sources de nourriture, la situation de déplacés internes etc.⁷ La proportion de la population disposant d'un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour était de 62,8% en 2008 dont la grande majorité en milieu rural. Avec 37,6% de sa population dénutrie en 2013, la RCA a le taux le plus élevé en Afrique Centrale⁸.

L'ODD2 donne l'occasion d'analyser la situation de la sécurité alimentaire en RCA en vue d'identifier les opportunités et les défis liés aux différentes composantes de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité/durabilité et l'utilisation des

⁷Rapport du NEPAD sur la sécurité alimentaire en Afrique, 2016.

⁸ Rapport de la Commission Economique pour l'Afrique, Nations Unies, 2015.

aliments, et de permettre de définir les stratégies qui pourront nous conduire à la « Faim Zéro » d'ici à 2030

Disponibilité alimentaire

La RCA dispose, selon le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, d'énormes potentialités naturelles : 15 millions d'ha de terres arables dont environ 5% seulement sont mis en culture chaque année ; 16 millions d'ha de pâturage et de parcours dont 9 millions d'ha sont exploités ; conditions agroécologiques favorables ; abondance des ressources en eaux ; importantes potentialités en matière de pêche ; etc. En outre, l'économie est centrée sur un secteur agricole fortement pluvial pouvant contribuer efficacement à sa croissance.

En effet, entre 2013 et 2014, les activités agricoles ont connu de sérieuses perturbations : les superficies emblavées à des niveaux nettement inférieurs à ceux d'avant la crise, en raison de l'insécurité persistante et la rareté des intrants essentiels, tels que les semences et les outils. La récolte de 2014, estimée à 759.422 tonnes et accusant une baisse de 58% par rapport à la moyenne pré-crise, a connu une augmentation de 11% par rapport à 2013 grâce à une augmentation de la production de manioc. Cependant, la production céréalière affiche un recul de 54% en 2014 par rapport à 2013. L'effectif du cheptel abaissé jusqu'à 77% par rapport au niveau pré-crise, suite aux pillages et aux abatages. Les captures en poisson étaient en baisse de 40%, à cause d'insécurité dans les zones de pêche et de perte d'équipement (PAM, 2014).

La production végétale est tirée par les cultures vivrières qui représentent 95% de sa valeur ajoutée contre 5% pour les cultures de rente que représentent les exportations de coton et de café. Les principales cultures vivrières sont le manioc, le maïs, l'arachide, le paddy, le sésame, le mil/sorgho et les courges. Leurs productions sont passées de 1.041.812 tonnes en 2012 à 802.709 tonnes en 2015 après une baisse considérable en 2013.

Tableau 1 : Productions vivrières de la RCA de 2012 à 2015 en tonnes

Productions	2012	2013	2014	2015
Manioc cossettes	708 771	455 494	488 700	485 216
Maïs	84 365	67 514	79 595	80 455
Riz Paddy	14 249	10 147	12 822	10 180
Mil /sorgho	54 681	27 279	30 723	30 871
Arachide	131 520	91 727	101 794	96 834
Sésame	28 923	17 374	27 513	34 466
Courges graines	19 305	14 673	18 275	19 020

Productions totales	1 041 814	684 208	759 422	757 042
----------------------------	------------------	----------------	----------------	----------------

Source : DSDI

Les importations alimentaires de la RCA sont passées de 28,328 milliards de FCFA en 2012 à 39,127 milliards de FCFA en 2015, soit 10,799 milliards de FCFA en 3 ans.

Tableau 2 : Importations alimentaires de la RCA de 2012 à 2015 en millions de FCFA

Année	Importations alimentaires	Importations totales	Part alimentaire
2012	28.328	135.090	21%
2013	21.638	74.381	29%
2014	33.408	189.790	18%
2015	39.127	434.719	9%

Source : ICASEES

Présentation de la population de l'étude et Echantillonnage

Le PAM effectue la modalité CBT dans dix (10) localités avec 125 détaillants pour assister **110 347** bénéficiaires touchés par la crise en République Centrafricaine.

Tableau 3 : Répartition des commerçants par zone d'intervention CBT en RCA

Localités	Nombre de marché	Nombre de commerçants	Bénéficiaires planifiés/Mois	Coupons Planifiés à réconcilier/mois	commentaire
Bangui	9	54	38700	77400	Coupon de 2900 XAF
Bouar	2	7	12500	26000	Coupon de 2900 XAF
Carnot	2	8	2500	5000	Coupon de 2900 XAF
Berberati	2	8	5000	10000	Coupon de 2900 XAF
Baoro	1	4	2000	4000	Coupon de 2900 XAF
Bozoum	1	10	10000	20000	Coupon de 2900 XAF
Kaga Bandoro	1	8	24047	48094	Coupon de 2900 XAF
Yaloké	1	4	2500	2500	Coupon de 5800 XAF
Paoua	1	10	10000	20000	Coupon de 2900 XAF
Zemio	1	12	2600	2600	Coupon de 5800XAF
TOTAL	21	125	110347	215594	

Ainsi, dans notre étude, nous considérons le cas de la localité de Bangui. Dans cette dernière, le PAM a identifié 54 détaillants dans 9 marchés pour assister 38700 personnes déplacées. Nous avons opté en ce qui concerne la collecte des données quantitatives et qualitatives d'exploiter et analyser les données collectées dans le cadre de l'enquête menée en 2018.

L'échantillon est constitué de 54 détaillants du 9 marchés de la zone d'intervention du PAM à Bangui.

A ces marchés nous avons ajouté 9 autres marchés qui ne sont pas assistés par le PAM et n'ont pas également des activités CBT.

IV. RESULTATS

Cette partie porte sur la présentation et l'exploitation des résultats portant sur nos variables. Ainsi dans le premier point, nous présenterons

Evolution des commerçants de Bangui

Il s'agit de présenter les données relatives aux commerçants identifiés et contractant du PAM et ceux qui ne sont pas dans le projet à Bangui.

Tableau N°4: Evolution des 54 commerçants de neuf marchés de Bangui et ceux non contractant par le PAM

Bangui	Projet 1			Projet 2		
	H	F	T	H	F	T
Genre						
Nombre des commerçants contractant du PAM	35	19	54	35	19	54
Chiffre d'affaires	200%			200%		
Nombre des commerçants non contractant du PAM	47	7	54	47	7	54
Chiffre d'affaires	stable			Stable		

Source : Nos calculs basés sur les données tirées du PAM, décembre 2017

L'analyse du tableau ci- dessus montre que les chiffres d'affaire des commerçants contractant du PAM pendant les deux projets ont été doublé voir même triplé. Et cela a permis une confiance totale vis-à-vis de leurs fournisseurs.

Echange des coupons

Afin de permettre aux ménages d'échanger leur coupon contre vivres, un délai de 6 jours ouvrable avait été accordé aux bénéficiaires.

Ainsi, à Bangui deux ONGs partenaires du PAM dont OXFAM et Word Vision travaillent pour les distributions des coupons aux bénéficiaires. Dix coupons d'une valeur totale de 29000 FCFA sont distribués à chaque ménage qui par la suite va échanger chez les

commerçants contractant du PAM dans les neuf marchés de Bangui selon leur choix. Il existe un délai pour les échanges de coupons. Une fois le délai passé les commerçants rassemblent l'ensemble des coupons reçus, font le point avec OXFAM qui procède à leur paiement.

Ainsi, ces coupons ont permis aux ménages bénéficiaires d'accéder aux denrées ciblées par le projet. Le manioc (24%), la viande (13%), le poisson (10%), l'huile végétale (18%) et le sucre (8%) étaient les denrées les plus achetées par le biais des coupons. Cela est en concordance avec le régime alimentaire de la population de la ville de Bangui dont la principale nourriture est le Gozo (la boule de manioc) et l'arachide, utilisée dans diverses sauces.

Effets de l'assistance du projet dans la sécurité alimentaire du ménage

Les impacts de cette innovation sont visibles dans l'amélioration de la condition de vie en permettant à 97% des ménages⁹ d'avoir accès aux aliments dont ils n'avaient pas au début du projet, diversifiant ainsi leur régime alimentaire (viande, poissons, sucre, arachide haricot, manioc, riz et des condiments).

Plus de 97% affirment que les coupons reçus ont été suffisants et ont constitué la principale source de nourriture pour les ménages en cette période de soudure où l'aliment reste accessible pour les vulnérables. Pour 95% des ménages, ils ont accès à une nourriture pendant le mois de distribution. Les coupons ont permis également à 99% de ménages d'augmenter leur nombre de repas par jour de 1 à 3 repas en moyenne.

Effets de l'assistance du projet auprès des détaillants

Les résultats de notre enquête réalisée auprès des commerçants détaillants contractant du PAM de Bangui, indiquent que 100% des commerçants sont satisfaits de l'activité et 67% déclarent avoir doublé ou triplé leur capital grâce aux échanges des coupons.

Selon le témoignage de Mr Evariste BAVAKURE, commerçant au marché Yassimandji « *Cette activité m'a permis tout d'abord de renforcer mon stock, diversifier mes articles et m'a également permis d'acheter deux nouveaux congélateurs en plus de ce que j'avais et à contribuer à l'augmentation de mon capital financier, pour moi cette activité a beaucoup d'importance dans mon business* ».

D'une manière générale, ce projet a contribué au renforcement de l'économie locale, notamment dans les principaux marchés concernés par cette activité, avec l'injection chaque

⁹ Enquête effectuée par OXFAM en 2016 à Bangui

mois de **224 460 000 FCFA**. Ce montant a été réparti entre les détaillants des neuf marchés dans la zone d'intervention de ces deux partenaires. Au même temps, l'activité a permis également de renforcer leur crédibilité vis-à-vis des gros fournisseurs.

Aussi, il faut noter que grâce à cette innovation, les commerçants ont d'une part modernisé leur activité en :

- ✓ tenant une comptabilité claire de leur activité ;
- ✓ formalisant leur système commercial avec la production des documents administratif (Patente, registre de commerce, NIF...)
- ✓ utilisant un système informatique fiable pour les transactions d'échange ;
- ✓ ouvrant des comptes bancaires.

Effets de l'assistance du projet auprès des autorités locales

Selon les résultats de notre l'enquête, 98% des autorités locales déclarent être satisfaits de cette activité car elle a permis de :

- ✓ renforcer la cohésion sociale par le dialogue communautaire ;
- ✓ sauver des vies ;
- ✓ aux autorités, être plus proches de leur communauté.

V.DISCUSSION ET ANALYSES

Dans cette partie, nous analyserons les résultats liés aux variables suivantes : la stratégie d'assistance à travers la modalité de transfert monétaire et coupons, le changement chez les bénéficiaires et l'économie d'un pays en situation d'urgence comme la guerre, les avantages de cette innovation.

Analyse de l'évolution des commerçants de Bangui

L'analyse du tableau ci- dessus dans la partie Résultats montre que les chiffres d'affaires des commerçants contractant du PAM pendant les deux projets ont doublé voir même triplé. Et cela a permis une confiance totale vis-à-vis de leurs fournisseurs

Analyse sur l'échantillonnage des coupons distribués

Concernant l'utilisation des coupons, les enquêtes menées auprès des commerçants indiquent également quelques informations importantes, notamment sur les utilisations déviantes

effectuées, à savoir : l'achat de produits non alimentaire tels que le savon crème et le café. Selon le résultat de l'enquête PDM du mois de juin 2016, 2,6% ménages ont procédé à cet échange.

Succès stories ou histoires de bénéficiaires

L'équipe a collecté plusieurs messages de témoignage des bénéficiaires.

Comme exemple, voici le témoignage de Mme. Madeleine : « *Nous vivons sans ressources. Parfois nous ne mangions pas durant deux ou trois jours, et pendant trois mois nous n'avons pas pu avoir la possibilité d'accéder aux aliments tels que le poisson et la viande. Sans l'appui reçu notre situation serait encore pire* »

VI. CONCLUSIONS

Notre étude a permis de mettre en évidence le lien étroit qui existe entre la nouvelle stratégie d'assistance à travers le transfert monétaire ou coupons du PAM, la relance de l'économie d'un pays en situation d'urgence ainsi que la satisfaction des bénéficiaires /personnes vulnérables assistés de la République Centrafricaine. Il ressort de nos recherches que :

1. L'innovation de cette nouvelle assistance a eu un impact très positif sur la l'économie d'un pays en situation d'urgence.
 - Le chiffre d'affaires des commerçants a été doublé voir même triplé suite à cette stratégie développée par le PAM
 - Une forte demande des produits sur le marché par les bénéficiaires qui ont reçus leurs coupons pour les échanges
 - La modernisation de l'activité commerciale des commerçants
 - La tenue d'une bonne comptabilité chez les commerçants ainsi que l'aspect qualité
2. Pour les bénéficiaires /personnes vulnérables, cette nouvelle stratégie possède aussi un effet positif car :
 - ils ont un choix sur beaucoup de produits sur le marché au lieu d'un seul panier distribué par le PAM
 - ils accèdent aux produits locaux et frais comme du poisson, de légume, de viande et de poulet....

3. Ainsi, notre travail de recherche comporte certaines limites. La première est d'ordre conceptuel car l'étude d'impact est particulièrement délicate et difficile à cadrer. La deuxième est d'ordre méthodologique car notre recherche a été centrée sur la distribution du PAM. De plus, la taille de notre échantillon (cas des commerçants de Bangui) par rapport à l'ensemble des commerçants de la république centrafricaine.

VII. RECOMMANDATIONS - PERSPECTIVES

Compte tenu des résultats positifs enregistrés sur la relance de l'économie. La principale recommandation que nous formulons aussi bien à l'endroit du PAM que du Gouvernement, est de procéder à une étude sur la pérennisation de cette nouvelle stratégie d'assistance humanitaire. Elle permettra à notre avis de répondre aux questions suivantes :

Bureau du PAM Centrafrique

- ➡ attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité de doter les détaillants sur l'aspect qualité des produits sur les marchés ;
- ➡ continuer à mener des études approfondies sur cette question d'assistance humanitaires
- ➡ proposer et sensibiliser les donateurs ainsi que le gouvernement Centrafricain ;
- ➡ augmenter la part de cette modalité sur son assistance en RCA à 60% en CBT d'ici 5 ans ;
- ➡ utiliser les outils de réconciliation en cas des distributions des coupons
- ➡ mener une évaluation des institutions financières et micro-finances en RCA pour voir la question d'acheminement des fonds vers les zones difficiles ;
- ➡ améliorer le délai de livraison des coupons mis à disposition
- ➡ auprès des ménages bénéficiaires, renfoncer la sensibilisation sur les avantages de l'adoption d'une alimentation variée et équilibrée, compte tenu que les changements de comportements alimentaires sont un travail de longue haleine.
- ➡ continuer à mener les évolutions des marchés, sensibiliser les détaillants afin de faire un roster

Le Gouvernement Centrafricain

- ➡ remonter cette question au niveau des donateurs ;
- ➡ poursuivre la sensibilisation de la communauté sur l'importance de cette modalité

d'assistance. Les missions de sensibilisation peuvent être menées ;

- ➡ faciliter l'accès aux organisations humanitaires dans les zones difficiles où l'assistance n'a pas encore été faite. Cela permettra de faire une étude du marché pour la mise en œuvre de cette modalité ;
- ➡ sensibiliser la communauté locale sur la promotion et modernisation des cultures.

Les commerçants

- ➡ au niveau des détaillants, renforcer la sensibilisation sur le respect des prix fixés de façon conjointe, ainsi que la qualité et la quantité de denrées échangées contre coupons, pour obtenir une meilleure satisfaction des bénéficiaires ;
- ➡ améliorer la durée d'approvisionnement des produits.

Bibliographie

Ouvrages et articles

1. Banque Mondiale, 2011a. Rapport d'analyse de la situation nutritionnelle en RCA. Bangui, 41p.
2. Banque Mondiale, 2011b. Profil genre en RCA. Bangui.
3. FAO, 2010. Rapport de progrès du projet « Réduction de l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires en République Centrafricaine ». Bangui, 14p
4. PAM, 2015. Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. Bangui, 47p.
5. PAM, 2014. Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. FAO/ACF/TGH/IEDA/ICASEES/Cluster Sécurité Alimentaire, Bangui, p.38
6. PAM, 2009. Analyse globale de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire - République Centrafricaine. Bangui, 104p.
7. PAM/ICASEES, 2011. Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire -République Centrafricaine. Bangui, p.
8. PNUD, 2016. Rapport sur le développement humain en Afrique : accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique.
9. PNUD, 2011. Cadre d'accélération de l'OMD1 : Réduire la pauvreté et la faim. Rapport de consultation. Bangui, 16p.
10. RCA, 2016. Plan de relèvement et de consolidation de la paix. Bangui, 108p.
11. RCA, 2012. Avant-projet de politique nationale de protection sociale. BIT, Bangui, 32p.
12. RCA, 2011. Enquête pour la surveillance des maladies non - transmissibles, Approche STEPS/OMS, Note de Synthèse. 2p.
13. RCA, 2011. Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2 : réduire l'extrême pauvreté. Bangui, 176p.
14. RCA, 2005. Politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité, Bangui.

15. UNFPA, 2010. Rapport d'évaluation finale du 6^{ème} programme de coopération, Bangui.
16. VAM, 2017. Cartographie de l'analyse de la vulnérabilité. PAM, Bangui.
17. PAM, 2014. Manuel sur le transfert de type monétaires, deuxième édition,
18. WFP, cash & voucher, financial management, WFP

Sites internet

- ❖ <http://www.fao.org/republique-centrafricaine/actualites/detail-events/fr/c/1105852/>
- ❖ <http://newgo.wfp.org/>
- ❖ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/central-african-republic/document/rca-aper%C3%A7u-du-plan-de-r%C3%A9ponse-humanitaire-2017-fr-0>
- ❖ www.cashlearning.org/francais/accueil

VIII. ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe I : Titre de l'annexe